



N°35

Janvier 2025



Membre du bureau de l'UFR

## Sommaire :

**P 1 : Edito**

**P 2 : Adhésion à l'IHS**

**P 3 : Le logement  
social en crise**

**P 4 : L'emploi  
industriel, une  
véritable hémorragie**

**P 5 : Histoire de la  
fédération**

**P 6 : Les forces  
syndicales de notre  
UFR**

**P 7 : Dans nos régions,  
Didier Roux**

**P 8 : A nos crayons,  
Un peu de lecture**

**P 9 : Vie Nouvelle**

**P 10 : Communiqué de  
l'UCR sur le 20 mars**

**P 11 : Retraité.es,  
syndiquez-vous**

**P 12 : Vœux de  
Natacha Pommet**

## → EDITO

Chers camarades, recevez pour bien commencer l'année, mes vœux les plus sincères de santé, bonheur, succès, etc., et bien sûr de l'argent pour acheter un beau fauteuil ! C'est très tendance en ce moment.

Notre génération du papy-boom a fantasmé sur le fauteuil d'Emmanuelle, désormais nous nous languissons du fauteuil de Gérard. Gérard ... sacré veinard d'avoir pu s'offrir pour du bien-être au Sénat deux fauteuils conçus spécialement pour lui, après test sur un 3<sup>ème</sup> fauteuil prototype, le tout pour 34000 euros. Vive les soldes, surtout quand l'investissement de Gérard Larcher est fait sur les deniers publics. Président du Sénat de 2008 à 2011 puis de 2014 à nos jours, ne vous étonnez pas si notre Gégé national est solidement accroché à son siège. Nous, pauvres fonctionnaires contraints à la sellette, n'imaginions pas, qu'un personnage avec tant d'assise, puisse à ce point s'offrir de si exorbitants privilèges. Certes, nous avons bien des indices, pas celui gelé depuis 10 ans avec la bénédiction des sénateurs libéraux, mais quelques informations fuyaient déjà sur le statut doré des élus de la Chambre qui représente les élus des collectivités territoriales ... La cantine gastronomique du Sénat, le bar, billets de trains illimités en 1<sup>ère</sup> classe, des allers-retours en avion avec destination de leurs choix et cerise sur le gâteau : le régime spécial de retraite que les sénateurs s'octroient qui s'élève à 1800 euros pour 6 ans de mandat, une indemnité parlementaire votée par eux-mêmes, la mutuelle santé spécifique... Mais un fauteuil façonné à leur physionomie... Non ! On nous a tellement rabâché que nos élu.es s'épuisent pour le peuple sur les bancs de l'Assemblée ou du Sénat, comment s'imaginer cela. Comme bancs, il n'y a finalement que des poissons de haute mer !

Pourquoi voulez vous que ceux-ci se préoccupent de la pénibilité lorsqu'ils pavoisent en fauteuil 4 étoiles alors que les ouvriers qui ne savent pas se tenir, comme tout leur monde le sait, sont avachis sur leurs établis. Ces notables sénateurs ont avalisé sans la moindre hésitation la suppression de la GIPA, la diminution du nombre de postes ouverts aux concours administratifs, puis détruit la CAP. Pour ascenseur social cher.es collègues, il ne nous reste visiblement que la promotion canapé. Que la route va être longue pour atteindre la retraite en fauteuil roulant car les sénateurs de droite, qui se verraient bien se rendre au Palais du Luxembourg en chaise à porteurs crit'air 1, refusent en outre toute suspension ou abrogation de la réforme des retraites pour ne pas mettre en péril le budget de l'Etat. Il n'y a pas de limite à leur mépris.

Ne voyez pas dans ce texte un antiparlementarisme primaire mais bien une vraie colère.

Tandis qu'ils sont bien assis dans l'hémicycle de l'ancien Palais de Marie de Médicis, nous sommes vent debout contre leurs réformes qui détruisent agent.es, statuts, protection sociale et espérances.

Si des réformes sont à faire, qu'elles suppriment d'abord les privilèges, amènent la justice fiscale et sociale, permettent à chacun de s'épanouir et de vivre dignement.

Je vous reformule tous mes meilleurs vœux de lutte et de succès syndicaux

"Péri est mort pour ce qui nous fait vivre Tutoyons-le sa poitrine est trouée Mais grâce à lui nous nous connaissons mieux Tutoyons-nous son espoir est vivant"

Paul Eluard



## Adhésion à l'IHS

### MONTANT DES COTISATIONS ANNUELLES

*(La cotisation comprend l'abonnement à Mémoires d'avenir, la revue de l'IHS de la Fédération des Services publics, et aux Cahiers de l'IHS confédéral)*

Adhésion individuelle syndiqué-e : 20 euros

Adhésion individuelle hors CGT : 35 euros

Adhésion syndicat de moins de 100 adhérents : 50 euros

Adhésion syndicat de plus de 100 adhérents : 75 euros



Adhésion coordination syndicale départementale

ou coordination fédérale régionale : 50 euros

Organisation, institution hors CGT : 150 euros

# BULLETIN D'ADHÉSION

Nom..... Prénom.....

Adresse postale .....

Code postal ..... Ville .....

Mail ..... Téléphone .....

Bulletin et chèque à retourner à :

**IHS des Services publics CGT**

Case 547 - 263, rue de Paris

93515 MONTREUIL CEDEX

Mail : [ihsfdsp@cgt.fr](mailto:ihsfdsp@cgt.fr) — Tél. : 01 55 82 88 20

Site Internet : [www.cgtservicespublics.fr](http://www.cgtservicespublics.fr)

## Année 2025

Adhésion individuelle syndiqué-e

Adhésion individuelle hors CGT  Adhésion syndicat - 100 adhérent-es

Adhésion syndicat + 100 adhérent-es  Adhésion CSD ou CFR

Adhésion Union fédérale  Adhésion organisation, institution hors CGT

A quand une politique renforcée en matière de logement social, pour en finir avec la pénurie qui pèse sur les plus modestes ?

Le logement est le premier poste de dépense des familles, aujourd'hui celui-ci représente en moyenne 23% du budget familial, pouvant aller pour les plus modestes à plus de 30% des revenus (hors APL).

Pour la CGT le montant du loyer ne doit pas excéder 20% des revenus.

Pas moins de 2,7 millions de ménages attendent un logement social et la demande se fait toujours plus forte, exacerbée par une inflation toujours plus haute qui rogne les moyens des familles et plus particulièrement les plus fragiles.

Or, les offres du parc social sont bien en dessous des besoins et ce pour de multiples raisons.

La loi SRU (Solidarité Renouvellement Urbain) de 2000 est allègrement bafouée, les aides financières publiques à la pierre ont diminué, la hausse des taux d'intérêts a fait flamber les coûts de constructions, d'entretiens, des réhabilitations énergétiques etc...

Les diverses mesures décidées par l'exécutif, comme par exemple le coût de la réduction de loyer de solidarité et la diminution des APL pèsent financièrement sur les bailleurs sociaux, la loi Pacte a aussi réduit en 2020 le nombre d'entreprises cotisant à Action Logement, organisme paritaire qui a subi aussi des ponctions de l'état ces dernières années....

Du côté des détenteurs du livret A, depuis 2011 l'inflation rime aussi avec une perte sévère de rémunération de ce livret d'épargne qui finance le logement social via les prêts aux bailleurs.

Pour les ménages modestes, entre livret A au rendement amoindri et le manque toujours plus criant de logements sociaux, cela ressemble à la double peine, celle-ci est le fruit des politiques nationales sur le logement social, chaotique et aux moyens notoirement insuffisants.

En conséquence, moins de logements construits et réhabilités et des délais d'attente avant qu'une demande de logement social soit accepté en constante hausse, 520 jours en moyenne en 2022 (soit 16 jours de plus par rapport à 2021)

Depuis toujours la CGT s'oppose fermement à l'idée que le logement social soit une simple étape dans le parcours résidentiel, exclusivement réservé aux plus démunis.

Le logement social doit être accessible aux 70% des salarié.es qui devraient pouvoir en bénéficier.

Il doit également s'inscrire dans une logique de réindustrialisation en étant adapté aux bassins d'emplois pour favoriser la mobilité et l'accès à l'emploi.

La CGT défend la mixité sociale, sans ghetto ni stigmatisation.

Il est urgent de revenir sur les mesures qui asphyxient le logement social et de lui ouvrir de réelles perspectives de développements, pour répondre aux besoins des populations.

Quelques chiffres pour comprendre cette crise du logement social :

- Nombre de logements des organismes HLM en France : 5,3 millions (84% sont des logements collectifs et 16% individuels).
- Nombre de demandeurs de logements sociaux en 2004 : 1,1 million.
- Nombre de demandeurs de logements sociaux en 2024 : 2,7 millions.
- Pourcentage de logements libérés en 2011 : 10,3%.
- Pourcentage de logements libérés en 2023 : 7,3%.
- Nombre de logements sociaux construits en 2016 : 123 000.
- Nombre de logements sociaux construits en 2023 : 83 000.





## L'emploi industriel : une véritable hémorragie !

En ce début d'année, la CGT a recensé plus 300 plans de licenciement !

Ce sont plus de 200 000 emplois directement ou indirectement menacés. Au-delà des ravages sociaux avec la destruction d'emplois directs et indirects, la désindustrialisation entraîne aussi des ravages territoriaux avec la désertification impactant tout le tissu économique et les services publics français.

Chaque emploi supprimé entraîne des effets dominos sur les sous-traitants, les prestataires de services et tout l'écosystème économique local.

Ces plans de licenciements n'effacent pas seulement des emplois, ils vident des régions de leur attractivité, de leur service public, de leur commerce de proximité et mettent en danger des familles entières.



shutterstock.com - 2413032027

La forte accélération des plans de licenciement ces trois derniers mois est à replacer dans un contexte politique instable et inquiétant. Alors que l'industrie française nécessite urgemment des politiques publiques fortes, le président de la République est totalement silencieux !

La plupart des entreprises françaises qui suppriment des emplois actuellement, ont été grassement abreuvées de subventions. Le montant total des aides publiques aux entreprises est passé de 30 milliards d'euros dans les années 1990 à 200 milliards aujourd'hui.



La liste est trop longue de ces licencieurs biberonnés à l'argent public, sous prétexte de maintien de l'activité. Il n'hésitent pas à fermer des sites, à saccager la vie de milliers de salarié.es et de leur famille, à plonger des territoires dans un total désarroi. L'argent public sert en réalité à maintenir un haut niveau de rentabilité pour les actionnaires.

En urgence, la CGT demande :

- La mise en place d'un moratoire sur les licenciements pour sauvegarder les emplois et l'industrie. Pour cela, il s'agit de renforcer la loi Florange qui impose actuellement la recherche d'un repreneur aux entreprises de plus de 1000 salarié.es mais ne prévoit aucune obligation de cession pour l'entreprise ;
- Un plan national de maintien et de relocalisation des outils et emplois industriels, piloté par un État assumant un rôle d'acteur central de l'industrie ;
- Un retour immédiat aux tarifs réglementés de vente de l'électricité et du gaz ;
- Des assises de l'industrie pour définir une grande loi de réindustrialisation du pays qui réponde au défi environnemental.

Christophe Couderc

# UNE HISTOIRE DE LA FÉDÉRATION CGT DES SERVICES PUBLICS

VOLUMES 1, 2 et 3 - Années 1903 à 2023



## BON DE COMMANDE (Volumes 1 et 2) / SOUSCRIPTION (Volume 3)

à compléter et à retourner par mail avec copie de l'ordre de virement

**Avant le 15 juillet 2025 pour la souscription du volume 3**

IBAN : FR76 1027 8061 3700 0340 4554 175

Code BIC : CMCIFR2A

(Attention, veiller à mentionner : Bon de commande, livres «Une histoire de la fédération»)

**Fédération CGT des Services publics**

**Case 547 - 263 Rue de Paris 93514 MONTREUIL CEDEX**

Organisme : .....

Nom : .....Prénom : .....

Adresse : .....

Ville : .....CP : .....

Courriel : .....Tél. : .....

### Je commande (Frais de port inclus) :

VOLUME 1	<input type="checkbox"/> De 1 à 19 exemplaires : ..... X 18,50 € = ..... €
	<input type="checkbox"/> De 20 à 49 exemplaires : ..... X 18,00 € = ..... €
	<input type="checkbox"/> De 49 à 200 exemplaires : ..... X 17,50 € = ..... €
VOLUME 2	<input type="checkbox"/> De 1 à 19 exemplaires : ..... X 18,50 € = ..... €
	<input type="checkbox"/> De 20 à 49 exemplaires : ..... X 18,00 € = ..... €
	<input type="checkbox"/> De 49 à 200 exemplaires : ..... X 17,50 € = ..... €
SOUSCRIPTION VOLUME 3	<input type="checkbox"/> De 1 à 19 exemplaires : ..... X 16,00 € = ..... €
	<input type="checkbox"/> De 20 à 49 exemplaires : ..... X 15,50 € = ..... €
	<input type="checkbox"/> De 49 à 200 exemplaires : ..... X 15,00 € = ..... €

À partir de 200 exemplaires, nous contacter : fdsp@cgt.fr - 01 55 82 80 00



## État des forces syndicales de l'UFR au 31/12/2024 En 2025, amplifions la dynamique de syndicalisation !

Le dernier état des forces syndiquées au sein de notre Union fédérale des Retraité·es est encourageant.

Il confirme la progression du nombre de syndiqué·es et valide la dynamique engagée.

C'est le fruit du travail effectué par les militant.es aussi bien actif·ves que retraité·es. Le bureau de l'UFR tient à les remercier toutes et tous chaleureusement.

**En 2025, amplifions cette dynamique de syndicalisation**, afin de poursuivre la progression du nombre de syndiqué·es, sur les exercices 2024 et 2025.

Nbre de FNI et timbres retraité.es de date à date

2024 au 31/12/ 2024 : 4627 FNI et 37121 Timbres  
2023 au 31/12/2023 : 4731 FNI et 38923 Timbres  
2022 au 31/12/2022 : 4187 FNI et 24577 Timbres



En 2024, nous enregistrons un retard de 104 FNI par rapport à la même période en 2023.

Nbre de FNI et timbres retraité.es

Au 31/12/2024 pour les années :

2024 : 4627 FNI et 37121 Timbres  
2023 : 6022 FNI et 61759 Timbres  
2022 : 5753 FNI et 61944 Timbres

Les exercices 2022 et 2023 étant déjà clos, nous pouvons constater que nous enregistrons 213 FNI supplémentaires sur les cotisations de l'année 2023 par rapport à celles de l'année 2022.

# Dans nos régions

Chères et chers camarades,

La diffusion de tracts que nous avons organisée cette année au Zénith de Montpellier du 13 au 17 janvier à l'occasion du repas des clubs de l'Age d'or aura mobilisé 21 camarades retraité.es CGT de différentes sections montpelliéraines (multipros 9, FAPT 5, Cheminots 4, CHU 1, UFROS 1, SNTRS 1) ainsi qu'un jeune camarade actif venu nous prêter main-forte.

4 à 8 camarades étaient présent-es de 11h à 12h30 chaque jour de la semaine avec banderole et drapeaux CGT.

Nous avons diffusé 1 800 tracts aux quelques 4 000 seniors inscrit-es à ces repas pendant la semaine. L'accueil a dans l'ensemble été excellent. Nous avons en outre recueilli en deux jours 184 signatures pour la pétition du Groupe des 9 et diffusé un reliquat d'une quarantaine de journaux des retraité-es de l'Hérault.

Merci à tous les camarades qui ont participé à cette semaine militante ! Et merci à l'UL de Montpellier pour le tirage de nos tracts.

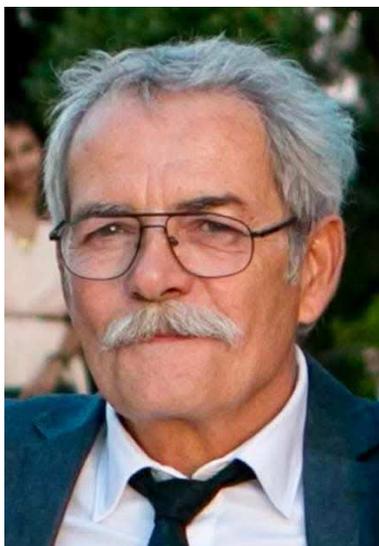
Bien fraternellement,

François Guerrin

Section multipro des retraité-es CGT de Montpellier



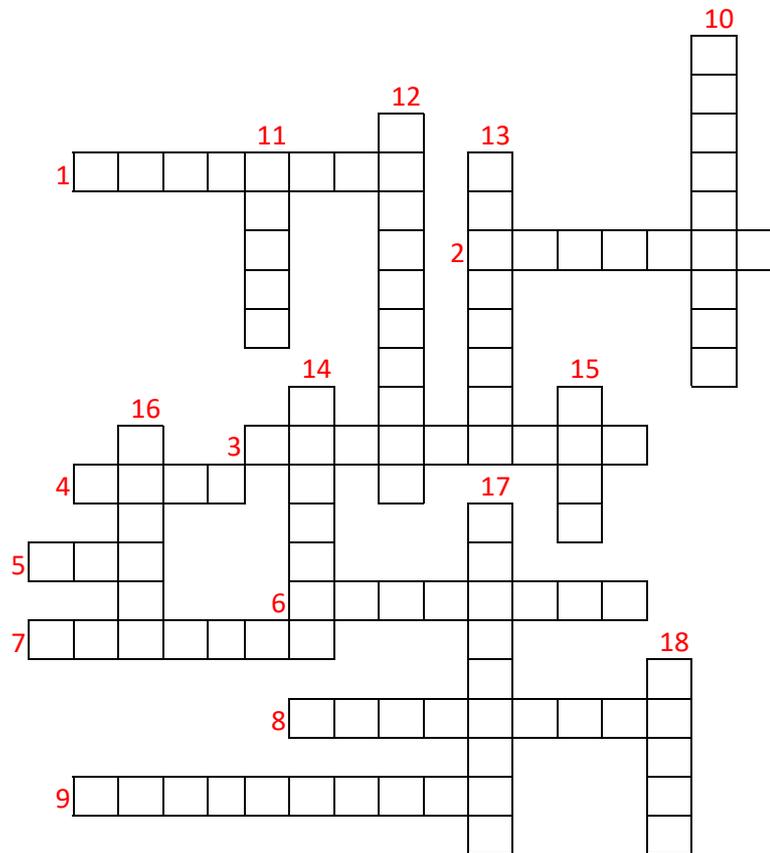
## Un camarade nous a quitté



Notre camarade Didier Roux, dit le Didi ou le Didou ex animateur de la CSD du Gard vient de nous quitter suite à une maladie. Dès son embauche à la ville de Nîmes très vite, notre camarade s'engage dans la CGT. Il devient au sein de son syndicat secrétaire à l'organisation, puis animateur de l'USD service public du Gard qui se transformât en Coordination Syndicale, il occupa cette fonction jusqu'à sa retraite. Il fut membre du bureau de l'UL de Nîmes et de l'UD du Gard. Il avait cette capacité à repérer les nouveaux syndiqués, de leur faire confiance et de les inciter à prendre des responsabilités dans notre organisation et cela, toujours avec succès. Il fut de tous les combats tel que les 10 d'Alès, du COS à la ville de Nîmes, des 82 éboueurs, des 39 H et bien sur la réforme des retraites. Il avait rejoint le syndicat des retraité-es de la ville de Nîmes. Toujours là pour donner des conseils et apporter sa réflexion politique et syndicale.

Ces obsèques ont eu lieu le lundi 20 Janvier 2025 à 16 H au crématorium de Nîmes 490 Rue Max Chabaud 30000 Nîmes.

L'UFR est de tout cœur aux côtés de sa famille et de ses ami.es

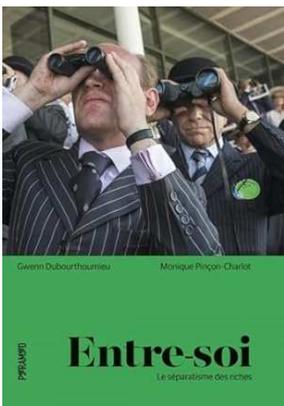


- |   |   |
|---|---|
| 1 Membre du Gouvernement                        | 10 Ensemble des actions liées à la gestion d'un pays        |
| 2 Vote pour élire ou décider                    | 11 Haute chambre  |
| 3 Action de quitter un poste                    | 12 Système politique où le pouvoir est exercé par le peuple |
| 4 Elle peut être financière (agence Moody's)    | 13 Prise de parole publique                                 |
| 5 Règle établie par une autorité                | 14 Changement visant normalement à améliorer                |
| 6 Groupe le plus nombreux                       | 15 Action de donner un avis par bulletin                    |
| 7 Action de critiquer ou condamner publiquement | 16 Proposition déposée et soumise à un vote                 |
| 8 Lieu où se réunissent les représentants       | 17 Institution législative d'un pays                        |
| 9 Groupe en face de la majorité                 | 18 Discussion argumentée sur un sujet                       |

## Réponses mots croisés lettre 34

1 PLFSS — 2 UCR — 3 DECEMBRE — 4 EUROPE - 5 CSG — 6 NANTIS—7 DEFICIT—8 CGT — 9 — REPARTITION — 10 REVOLUTION — 11 MENSONGES— 12 SOCIAL—13 SANTE—14 RETRAITE—15—MATIGNON—16 REVENDICATION—17 MEDICAMENTS—18 CASSE —19 GOUVERNEMENT—20 HOPITAL— 21 SS

## Un peu de lecture



### Entre-soi: Le séparatisme des riches

Monique Pinçon-Charlot, Gwenn Dubourthoumieu  
Pyramyd Editions

Un documentaire sociologique indispensable pour décrypter la violence des rapports de classe.

A quoi ressemble la vie sociale des classes dominantes ?

Dans quels lieux et au sein de quelles activités les membres de la noblesse et de la grande bourgeoisie nouent 'ils des connexions stratégiques ?

Comment les grandes dynasties s'appuyant sur une minutieuse reproduction des codes sociaux, préparent 'elles leurs héritiers !

Vous ne vous en lasserez pas !

# Vie nouvelle

MAGAZINE DE L'UNION CONFÉDÉRALE DES RETRAITÉS CFT



## PAS NOS RETRAITES!



*siene corneloux .*

N° 245  
Janvier-  
février 2025  
Bimestriel  
Prix: 3,70 €



### ACTU

**Un indispensable**  
8 mars  
p.7

### DOSSIER

**Le droit**  
**de se soigner**  
p.8

### MAGAZINE

**Balade**  
**irlandaise**  
p.36

### L'heure est à la mobilisation !

Face à la multiplication des attaques et des stigmatisations des retraités par les gouvernements successifs, l'UCR-CGT a proposé aux autres organisations syndicales et aux associations de défense des retraités de lancer, à nouveau, un appel à la mobilisation.

Gouvernement, patronat, et "experts" en tout genre n'ont cessé, ces derniers mois, d'accuser les retraités de tous les maux. Elles et ils seraient responsables d'une grande partie de la dette du pays et du prétendu « déficit de la Sécurité sociale ».

Cela revient à oublier rapidement les milliards d'euros d'exonérations de cotisations sociales accordées aux entreprises, ainsi que les aides publiques massivement versées à ces mêmes entreprises, sans aucune contrepartie en termes d'emploi, de formation professionnelle ou de revalorisation des salaires.

#### **Non, les retraités ne sont ni des nantis ni des privilégiés :**

- 60 % des retraités perçoivent une pension inférieure au SMIC.
- 31 % des retraités gagnent moins de 1 000 € par mois, dont 74 % sont des femmes.
- 11 % des retraités vivent en situation de pauvreté, voire de misère, avec une pension moyenne de 790 € par mois.

#### **N'ayant plus les moyens pour se soigner :**

- 700 000 retraités n'ont pas complémentaire santé ou mutuelle.
- 1,6 millions d'entre elles et eux ne se soignent plus ou peu.

Dans ce contexte, le PLF et le PLFSS 2025 devraient inclure des mesures fortes pour la revalorisation des retraites et le financement de la Sécurité sociale. Ces mesures doivent permettre à la population de bénéficier d'une protection sociale digne du 21<sup>e</sup> siècle, plutôt que d'imposer des millions d'euros d'économies sur le dos des retraités et des personnes les plus précaires.

**L'UCR-CGT, ainsi que la FSU, Solidaires Retraités, la CFE-CGC, la CFTC, la FGR-FP, la LSR, Ensemble-Solidaires et l'UNRPA, appellent l'ensemble des retraités à s'organiser, débattre et se mobiliser dans les régions le 20 mars 2025.**

Montreuil, le 24 janvier 2025



**Je suis**  
**RETRAITÉ·E**  
**OU FUTUR·E RETRAITÉ·E**  
**de la Fonction publique**  
**territoriale** (commune, intercommunalité,  
 métropole, région, département, SDIS)

**RETRAITÉ·E OU FUTUR·E**  
**RETRAITÉ·E du secteur privé**  
 (logement social, entreprises privées de l'eau ou du funéraire)  
**ceci me concerne !**

**E**nfin, me voilà à la retraite, tant attendue, tant désirée ou sur le point de l'être !

Bienvenue dans cette nouvelle tranche de vie où nous sommes libéré·es des contraintes liées au travail et pouvons savourer le temps de vivre !

Comme la vie de retraité·e n'est pas en dehors de la société et de ses injustices, les revendications syndicales gardent toute leur actualité :

- avec des problématiques propres aux retraité·es telles que : le montant des pensions de retraite, la prise en charge de la perte d'autonomie, la défense de la CNRA et son Fonds d'Action sociale,
- mais également pour l'accès à un logement, aux transports, la défense de la sécurité sociale, les services publics de proximité, l'accès aux soins pour tous et de qualité, l'accès à la culture et aux sports...

Être syndiqué·e CGT à la retraite, c'est se battre pour ses revendications, garder le lien avec les actif·ves, mais avoir aussi un espace d'échanges, de rencontres, de fraternité, de solidarité, de camaraderie entre les adhérent·es et militant·es CGT.

Rester syndiqué·e ou se syndiquer à la retraite te permettra de recevoir les informations de l'UFR, le journal *Ensemble*, le *Service public magazine* et l'ensemble des informations de l'organisation CGT. Le magazine *Vie Nouvelle* est aussi un outil de qualité indispensable pour lequel tu pourras choisir entre l'abonnement individuel ou collectif avec la section de ton syndicat.

**Si le montant de la cotisation peut paraître un frein à ton adhésion, sache que ta cotisation annuelle te donne droit à une réduction d'impôt ou un crédit d'impôt à hauteur de 66%.**

## BULLETIN D'ADHÉSION

à l'Union fédérale des retraité·es CGT des Services publics

Retraité·e isolé·e ? **NON!** Retraité·e syndiqué·e ? **OUI!**

**POUR DÉFENDRE MES REVENDICATIONS**

Mon pouvoir d'achat - Ma retraite - Ma santé - Mes besoins quotidiens

**JE ME SYNDIQUE À LA CGT**



Nom ..... Prénom.....

Adresse postale.....

Code postal ..... Ville .....

Adresse mail ..... @.....

N° de téléphone .....

Branche professionnelle d'origine .....

À renvoyer à : **Fédération CGT des Services publics – Union fédérale des retraité·es**  
 Case 547 - 263 rue de Paris - 93515 MONTREUIL CEDEX - ufr@fdsp-cgt.fr

20  
25

LA FÉDÉRATION CGT  
DES SERVICES PUBLICS  
VOUS SOUHAITE  
UNE ANNÉE DE

**PAIX  
JUSTICE  
SOLIDARITÉ**



*Au nom de la Direction fédérale, permettez-moi de vous adresser tous mes vœux de fraternité, de luttes et de santé pour vous et vos proches.*

*Que 2025, soit porteuse de paix et de justice sociale !*

*Très fraternellement.*

*Natacha POMMET*

*Secrétaire Générale*